

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AFR 25/011/2007 – ÉFAI  
31 mai 2007

**Action complémentaire sur l'AU 88/07 (AFR 25/005/2007, 16 avril 2007) et sa mise à jour (AFR 25/009/2007, 4 mai 2007) – Détention au secret / Craintes de torture ou de mauvais traitements / Préoccupations d'ordre médical**

## ÉTHIOPIE

**Bashir Ahmed Makhtal (h), ressortissant canadien  
Ayub Abdurazak (h), résident français  
Tesfaldet Kidane Tesfasgi (h), ressortissant érythréen, caméraman de télévision  
Saleh Idris Salim (h), ressortissant érythréen, journaliste de télévision  
Sophia Abdi Nasir (f), ressortissante suédoise  
Abdi Muhammed Abdillahi (h), ressortissant kenyan  
ainsi que 55 autres hommes, femmes et enfants de diverses nationalités**

## Personnes libérées :

**Halima Badrudine Hussein (f), ressortissante comorienne, et ses trois enfants  
Ines Chine (f), ressortissante tunisienne  
Adnan Najah (h), son mari  
Osman Ahmed Yassin (h), ressortissant suédois  
ainsi que deux autres ressortissants suédois  
et sept autres personnes**

---

Trois groupes de personnes précédemment détenues au Kenya puis transférées en Éthiopie via la Somalie, sans possibilité de contester cette mesure devant la justice, ont récemment été libérés par les autorités éthiopiennes.

Halima Badrudine Hussein, ses trois enfants et sept autres personnes ont récemment été libérés par les autorités éthiopiennes. Halima Badrudine Hussein est l'épouse de Fazul Abdallah, qui est recherché par les États-Unis au sujet des attentats perpétrés en 1998 contre les ambassades de ce pays à Nairobi, la capitale du Kenya, et à Dar es Salaam, la capitale tanzanienne. Le 7 janvier 2007, Halima Badrudine Hussein a été arrêtée avec ses trois enfants, âgés de quinze, onze et quatre ans. De toute évidence, elle n'est pas soupçonnée d'implication dans les attentats. Elle a été libérée le 4 mai avec ses enfants, avant d'être renvoyée aux Comores.

Ines Chine a elle aussi été libérée, le 10 mai, avec Adnan Najah, son époux. Tous deux sont ressortissants de la Tunisie. Ils avaient fui en Égypte, où ils s'efforcent d'obtenir l'asile, craignant d'être arrêtés et maltraités s'ils retournaient dans leur pays. Ines Chine, enceinte au moment de son arrestation, le 21 janvier 2007, a donné naissance à un petit garçon.

Trois autres hommes détenus en Éthiopie, de nationalité suédoise, auraient été remis en liberté et renvoyés en Suède. Dans une déclaration, le ministère suédois des Affaires étrangères a remercié les fonctionnaires suédois qui ont œuvré à leur libération. À la fin du mois de mars, une jeune Suédoise de dix-sept ans avait également été libérée par les autorités éthiopiennes.

Cinquante-cinq personnes (chiffre à confirmer) restent détenues en Éthiopie après leur transfert du Kenya via la Somalie, un transfert qui a eu lieu dans le secret et sans la moindre possibilité de recours judiciaire pour les intéressés. Les autorités éthiopiennes ont seulement reconnu la détention de 41 personnes, dont les 22 qui ont été libérées. Quatre sujets britanniques arrêtés par les autorités kenyanes ont été renvoyés au Royaume-Uni, depuis la Somalie, le 14 février 2007. Amnesty International ne dispose pas d'informations supplémentaires concernant le ressortissant canadien Bashir Ahmed Makhtal, que l'on pense toujours détenu au secret au Département central d'enquêtes de la police d'Addis-Abeba, connu sous le nom de *Maikelawi*.

Meles Zenawi, le Premier ministre éthiopien, aurait déclaré aux médias, en réaction à l'Action urgente 88/07 : « *Les personnes libérées ont déclaré clairement qu'elles n'avaient pas été victimes de mauvais traitements.* » Selon les informations relayées par les médias, les autorités éthiopiennes auraient indiqué que sur les 41 personnes qu'elles reconnaissent détenir, 12 étaient maintenues en prison, tandis que les autres avaient été libérées ou étaient en cours de libération. Le Premier ministre aurait comparé ce groupe de 12 personnes à une sorte de « *Nations unies d'islamistes* ».

Le ministère éthiopien des Affaires étrangères a réagi à la présente Action urgente dans une lettre qui peut être consultée sur Internet :

[http://www.mfa.gov.et/Press\\_Section/Newsletter.php?Page=Press\\_Statements/Report\\_UA.htm](http://www.mfa.gov.et/Press_Section/Newsletter.php?Page=Press_Statements/Report_UA.htm)

Amnesty International a publié un rapport intitulé *Horn of Africa: unlawful transfers in the 'war on terror'* (AFR 25/006/2007, juin 2007) disponible en anglais sur :

[http://web.amnesty.org/library/pdf/AFR250062007ENGLISH/\\$File/AFR2500607.pdf](http://web.amnesty.org/library/pdf/AFR250062007ENGLISH/$File/AFR2500607.pdf)

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :**

- prenez acte de la libération de Halima Badrudine Hussein et de ses trois enfants, d'Ines Chine et de son mari, ainsi que d'un certain nombre d'autres personnes ;
- dites-vous inquiet à l'idée que Bashir Ahmed Makhtal, Tesfaldet Kidane Tesfasgi et Saleh Idris Salim, qui ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de franchir la frontière somalienne pour entrer au Kenya, avant d'être transférés en Éthiopie, ne soient maintenus en détention sans inculpation ni jugement, à l'instar de 52 autres personnes, selon certaines informations ;
- priez les autorités de permettre immédiatement à ces détenus de consulter leurs avocats et d'être en contact avec leurs proches, ainsi que de veiller à ce qu'ils ne soient ni torturés ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements en détention ;
- engagez les autorités à libérer immédiatement tous ces détenus, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi.

**APPELS À :**

Premier ministre :

His Excellency Meles Zenawi, Office of the Prime Minister, PO Box 1031, Addis-Abeba, Éthiopie

**Fax : +251 11 1552020**

**Formule d'appel : Dear Prime Minister, / Monsieur le Premier ministre,**

Ministre des Affaires étrangères :

Mr Seyoum Mesfin, Ministry of Foreign Affairs, PO Box 393, Addis-Abeba, Éthiopie

**Fax : +251 11 551 43 00**

**Email: [mfa.addis@telecom.net.et](mailto:mfa.addis@telecom.net.et)**

**Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,**

**COPIES À :**

Ministre de la Justice :

Mr. Assefa Kesito, Ministry of Justice, PO Box 1370, Addis-Abeba, Éthiopie

**Fax : +251 11 5517775 / 5520874**

**Email: [ministry-justice@telecom.net.et](mailto:ministry-justice@telecom.net.et)**

**Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,**

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 13 JUILLET 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*